

LIMINAIRE 29 JANVIER

Monsieur le Maire, chers collègues, mesdames et messieurs,

Le mois de janvier n'étant pas encore terminé, nous profitons de ce conseil pour vous adresser à toutes et tous nos meilleurs vœux pour cette nouvelle année. Je ne vais pas en effet rater l'occasion qui m'est donnée de formuler un vœu qui ne risque pas d'être retoqué par un vote.

Plaisanterie mise à part, je vous souhaite, au nom de notre groupe, la meilleure année possible. Nous souhaitons à tous les Toulousaines et Toulousains, quoi qu'ils aient voté, une bonne année en espérant qu'elle verra la fin de cette situation sanitaire particulière et que les conséquences humaines, psychologiques, sociales et économiques de cette crise seront le plus atténuées possible. En formulant ce vœu, nous ne prétendons cependant pas que tout cela relèverait d'un destin, de la chance ou du hasard, car nous avons bien conscience de notre responsabilité collective, de la vôtre en particulier, de celles des lieux de décision et de pouvoir.

J'ai entendu récemment un propos d'un homme politique (je ne sais plus lequel) qui m'a interpellé, qui disait que la politique éloignant par nécessité du réel, il était paradoxalement essentiel de continuer à lire des romans, à voir des films, parce qu'ils nous parlent du réel. Je voulais donc commencer mon propos par une citation. Alors évidemment, je voulais citer Jean-Pierre Bacri, pour rendre hommage à ce grand acteur, dont comme beaucoup d'autres, j'admirais tant l'intelligence et le talent. Et puis, je me suis dit qu'extraire une citation, en-dehors de son contexte, c'était quelque part risquer de déformer une pensée et que ce n'était donc finalement pas très respectueux, alors j'ai renoncé.

De même j'avais eu comme première intention de vous présenter une sorte de rapport d'étonnement, au sens de regard "neuf", d'une nouvelle élue sur ce qui constitue peut-être des évidences pour celles et ceux qui sont là depuis longtemps.

J'aurais alors rappelé que plusieurs d'entre nous sont de nouveaux arrivants en politique, dont un TAS tout de même, venus avec nos images d'Epinal sur la politique, avec notre candeur, mais aussi nos capacités à nous indigner. Nous avons découvert à quel point un conseil municipal était un théâtre plutôt qu'un réel espace de dialogue. À quel point s'y déroulait un jeu politique bien ficelé : la majorité approuve sans rechigner toutes les délibérations, l'opposition pose des questions, critique parfois, fait des propositions, et son avis ne compte pas : si nous votons pour, c'est généralement dans l'indifférence générale ; si nous votons contre ou nous abstenons, on nous le reproche parfois vertement, alors qu'à chaque fois nous avons pris soin d'expliquer notre positionnement.

Ainsi, sur les subventions aux associations. Nous nous abstiendrons une nouvelle fois lors de ce conseil de voter des subventions quand vous ne nous donnez pas les éléments d'information dont nous avons besoin. Mais, pour tenter de contrer la caricature de nos positions que vous avez faite tout au long du précédent conseil, pour essayer de mieux nous faire comprendre, nous avons rédigé un vœu pour indiquer les éléments qui sont selon nous nécessaires pour que tous les élu-es puissent se positionner, juger de l'opportunité de soutenir telle ou telle association et enfin peut-être approuver en toute connaissance de cause, ces subventions nécessaires à la vie des associations. Et ce, sans craindre que ces propositions n'omettent des projets, des actions d'associations qui mériteraient tout autant d'être soutenues.

Nous sommes traités comme des ennemis. Nous avons pourtant un mandat d'élue-s, nous aussi. Vous dites que les Toulousains ont choisi l'équipe qui gèrera leur ville. C'est vrai. Mais ils ont aussi choisi leur opposition et les respecter, être le Maire de toutes les Toulousaines et tous les Toulousains, c'est respecter aussi votre opposition. Les propos humiliants contre ceux qui ne sont pas d'accord avec vous ne sont à notre sens pas nécessaires.

Nous regrettons que dans cet espace pourtant emblématique de la démocratie, les divergences, les nuances qui existent forcément (et heureusement), même au sein de la majorité, ne s'expriment pas. Appauvrissant de manière évidente la richesse des débats. Nous trouvons cela dommage, parce que cela nourrit la défiance envers les politiques, vus par beaucoup comme un bloc monolithique, qui se chargerait de défendre ses intérêts propres. C'est d'autant plus problématique dans un contexte qui imposerait pourtant de changer de braquet, de mettre à bas un certain nombre de certitudes, d'admettre la nuance.

En nous faisant nous sentir inutiles, vous ne violez pas la loi. Cependant, comme vous aviez déclaré lors du conseil municipal d'installation être prêt à reprendre plusieurs de nos propositions compatibles avec votre programme, nous avons espéré y voir une volonté d'ouverture et de plus grande inclusion dans les prises de décisions.

L'expérience des premiers conseils a anéanti nos espoirs, le paroxysme ayant été atteint avec l'épisode d'octobre au cours duquel, dans une belle pièce de théâtre scénarisée dans les moindres détails, vous avez fait en sorte de dissoudre l'un des deux groupes d'opposition.

En ces temps de crise sanitaire, économique et sociale, axer mes propos uniquement sur le manque de démocratie à l'intérieur d'une instance qui devrait pourtant en être l'incarnation, est insuffisant.

Si l'attitude dénoncée ne s'appliquaient qu'à ce microcosme qu'est le CM de Toulouse, ces propos n'auraient eu aucun intérêt ou si peu. Mais, justement, de fait, il y a quand même un problème, parce que cette logique que je viens de décrire est également à l'œuvre ailleurs.

En interne d'abord :

La loi demande aux collectivités de réviser les accords de temps de travail pour parvenir aux fameuses 1607h pour tous les agents (soit dit en passant, il s'agit de se conformer à la moyenne la plus haute repérable dans le privé). Pour cela, le texte prévoit 1 an de négociation avec les partenaires sociaux, délai que vous avez choisi de réduire de manière drastique. Nous déplorons ce passage en force, qui revient à négliger le dialogue social et la démocratie interne.

Vis-à-vis de l'extérieur ensuite :

En effet, après la destruction précipitée du Bleu Bleu, avant même l'inhumation de son propriétaire rappelons-le, après l'expulsion du DAL de La Grave, sans compter la reprise en mains musclée de la démocratie locale et des commissions de quartier pour y remplacer le tissu associatif par des amis cooptés, voilà que c'est à autre symbole toulousain, Mix'Art Myrys, que vous vous attaquez.

Il semble que vous voulez supprimer tout ce qui ne vous ressemble pas. Or, nous sommes convaincus que ce n'est pas ainsi que l'on crée une ville accueillante, tolérante, ouverte. Les Toulousaines et les Toulousains constituent une communauté variée, bigarrée, c'est ce qui fait sa richesse, son charme. Le rôle d'une équipe municipale n'est pas de juger les comportements, les modes de vie, mais bien de créer les conditions pour que chacune et chacun, dans sa diversité, puisse vivre avec les autres. Ce n'est en tout cas certainement pas de créer l'illusion d'une ville unidimensionnelle et sans nuance.

Pour revenir sur le contexte de Mix'Art : à la suite de la visite de la Direction de la Sécurité Civile et des Risques Majeurs de la ville de Toulouse, ce 14 janvier 2021, un avis proposant la fermeture administrative de cet établissement a été formulé. C'est ce qui justifie d'ailleurs que nous en parlions ici, cette Commission étant municipale. Cet avis a été suivi d'un arrêté qui a confirmé la fermeture, le 20 janvier.

Cette décision a pour conséquence de mettre à la rue près de 60 artistes et 10 associations. Cela nous semble particulièrement problématique d'agir ainsi alors même que le secteur culturel est mis en grandes difficultés par le contexte COVID et condamné à ne pas accueillir de publics.

Ce qui est très regrettable également, c'est que la collectivité ait fermé tout dialogue avec le collectif Mix'Art, ce qui est vraiment un manque de respect manifeste dont nous avons honte, en tant qu'élus. Je ne vais pas revenir ici en détail sur les méthodes, mais elles sont inacceptables, et ne vous grandissent pas.

La réponse qui est apportée par votre équipe est que cette fermeture était indispensable car tout incident dans ce bâtiment entraînerait la mise en cause de la collectivité et en particulier la vôtre, Monsieur le Maire. Cet argument nous semble un peu court, car cela fait 15 ans que la situation est connue, et donc 15 ans que vos prédécesseurs et vous assumez cette situation avec responsabilité, dans l'intérêt du tissu culturel et de sa diversité.

Court également parce que c'est bien vous qui en 2014 avez stoppé le projet à la Cartoucherie qui devait accueillir le collectif. Vous êtes donc responsable de l'enlèvement de la situation.

Enfin, il nous semble troublant que ce collectif qui est attaqué soit justement celui qui s'est positionné en faveur de la liste Archipel Citoyen. Ce type d'attitude n'est pas digne d'élus de la République. Ainsi, pour ce qui nous concerne, nous partageons la détresse des commerçants dans le contexte actuel, même ceux qui ont appelé à voter pour vous.

Nous ne remettons pas en cause l'alerte sur les risques liés à la vétusté des locaux de Mix'art. Le Collectif lui-même a d'ailleurs appelé à plusieurs reprises à la responsabilité des collectivités au sujet de cette mise aux normes, notamment depuis deux ans que la Métropole est devenue propriétaire.

Mais il nous semble que cela ne peut s'arrêter là, qu'il est essentiel de chercher des solutions qui permettent au collectif de continuer à fonctionner, à créer, à expérimenter. Car rappelons-le, Mix'Art est plus qu'un lieu culturel, c'est un lieu de vie, où s'expérimentent de nouvelles formes démocratiques, un lieu d'expression, dans lequel s'épanouissent, se reconnaissent beaucoup de nos concitoyens. Ce collectif met en œuvre les droits culturels, cette notion à laquelle la loi impose aux collectivités de se conformer.

C'est pourquoi nous en appelons à votre responsabilité, et vous encourageons à réunir toutes les parties prenantes autour de la table pour trouver une solution. Si besoin avec un médiateur, nous sommes volontaires si vous pensez que ça peut être pertinent, ou l ou tout autre.

A moins que cette action, ou plutôt cette inaction, ait une explication plus cynique : le secteur dans lequel se situe ce lieu, les Ponts-Jumeaux, subit actuellement une grosse pression immobilière, en lien avec l'arrivée – prochaine ? – de la 3^{ème} ligne de métro ? Mais même dans ce cas, il est important d'intégrer dans les projets de transformation de quartier la dimension culturelle, si essentielle, en s'appuyant notamment sur les acteurs qui sont présents historiquement, parce qu'ils en constituent l'âme et sont donc un réel atout.

Autre sujet de préoccupation, plus général, dont la résolution n'incombe pas uniquement à notre collectivité mais qui devrait lui imposer cependant, à notre sens, d'agir de manière constructive et innovante. Nous sommes inquiets des conséquences de la crise et de sa gestion sur le vivre-ensemble, inquiets de voir combien l'impératif sécuritaire et sanitaire domine tout le reste au détriment parfois de la liberté, de l'intégrité et de la dignité.

Cette crise fragilise, fait basculer dans la pauvreté beaucoup de familles mais aussi, plus globalement, met à mal tout ce qui fait société, tout ce qui contribue à la cohésion sociale. Les solutions adoptées sont des réponses de court terme à une situation immédiate. Nous craignons que soient trop gravement sous-estimées ses conséquences collatérales, secondaires, aussi bien du point de vue de la santé (songeons au renoncement aux soins, au dépistage, aux effets néfastes sur la santé psychique pour toute la population) que plus largement, du point de vue économique ou social.

Dans une situation de crise on a tendance à parer à l'urgence, et c'est nécessaire bien entendu : c'est d'ailleurs ce que vous tentez notamment de faire avec le Plan Précarité.

Mais il nous semble pourtant primordial de ne pas seulement intervenir au coup par coup et bien plutôt de construire une vision et une stratégie globale.

L'ampleur de la crise impose de changer nos manières de voir, pour répondre ce qui bouscule tant de nos repères. A la base du changement, il y a la prise de conscience, celle d'abord qu'on n'est pas superman ou superwoman et qu'on a pu se tromper. Reconnaître ses erreurs donc ou en tout cas, reconnaître que les grilles de lecture qui étaient les nôtres avant la crise, ne sont plus opérantes. La voie à suivre est probablement d'aller vers une dimension plus coopérative, parce que la Mairie de Toulouse n'est pas omnisciente, que les habitants sont aussi acteurs et qu'ils disposent d'une partie de la réponse, qu'ils sont une partie de la réponse. L'épisode de l'annulation du PDU est à ce titre une bonne illustration de ce à quoi peut amener le manque d'écoute des différents acteurs, aboutissant à un recours juridique, seul moyen de se faire entendre et à une annulation, que l'on peut tous regretter, mais qui est aujourd'hui apparue comme le seul moyen de montrer que le plan n'était pas en phase avec les enjeux.

Parmi les sujets qui nous préoccupent fortement, tout d'abord, il y a la situation des jeunes, étudiants et non étudiants, face à la crise et à sa gestion. Celle-ci les affecte particulièrement dans leurs trajectoires et modes de vie. C'est vrai pour les étudiants, c'est pourquoi nous faisons à ce Conseil des propositions, dans un vœu qui nous l'espérons recueillera votre assentiment. Mais c'est vrai pour toute une génération de jeunes, qui ont perdu leur emploi ou n'en trouvent pas, dont les perspectives d'avenir sont mises à mal.

Nous sommes également inquiets évidemment des ratés de la gestion de la crise sanitaire, de l'épuisement des personnels soignants, notamment du CHU, dont vous présidez le Conseil de surveillance, Monsieur le Maire. Le comité d'hygiène et de sécurité du CHU vient par exemple de lancer une procédure de « danger grave et imminent », après avoir constaté « les manques flagrants de moyens humains et matériels » dans les 5 centres de vaccination gérés par le CHU. Nous ne pouvons rester inactifs face à cette situation et regrettons que vous ayez refusé la création d'un "comité de liaison citoyen COVID" que nous avons proposée et qui aurait pu contribuer à rechercher des solutions.

Plus globalement, nous redoutons les conséquences économiques et sociales de cette gestion de crise, qui vont être dévastatrices cette année, avec la fin des plans d'urgence et aides exceptionnelles, qui ne vont pas pouvoir se poursuivre indéfiniment.

Bref, tous ces sujets dont il est indispensable de s'emparer pour sortir de la situation qui devient de plus en plus difficile à supporter pour nombre de nos concitoyens. Parce que nous nous en sentons tout aussi responsables que vous, nous vous exhortons là encore, à mettre autour de la table l'ensemble des acteurs, nous y compris, pour trouver des solutions qui cessent de courir après les effets pour chercher à anticiper, à faire un pas de côté pour identifier de nouvelles voies.

Nous pouvons être une ville pionnière, celle qui décide de considérer la culture comme essentielle, et autoriser la réouverture des lieux culturels.

Nous pouvons être la ville qui crée plus largement des espaces, des lieux intermédiaires où les habitants peuvent se retrouver, en-dehors des contextes de travail et de consommation, dans le respect des gestes barrières et de la sécurité sanitaire.

Nous pouvons être la ville qui alerte l'Etat des conséquences désastreuses d'une gestion purement économique et sanitaire, oubliant qu'une vie, c'est bien plus que cela.

Parce que nous reconnaissons que le quotidien des gens ne peut se limiter à aller travailler et se nourrir. Echanger, débattre, créer, partager, sont des besoins tous aussi essentiels pour chaque individu mais aussi pour maintenir une cohésion de l'ensemble. En enfermant chacun, au mieux, dans son seul univers professionnel et familial, nous créons un risque de fragmentation sociale, de ruptures de liens.

La situation actuelle, Monsieur le Maire impose d'aller au-delà d'une gestion en bon père de famille, elle impose d'aller vers une gestion disruptive, construite avec chacun, pour les générations futures, pour dessiner un destin enviable et vivable.

Je vous remercie pour votre attention.